

Communiqué



« Réseau Européen contre la commercialisation et la
privatisation de la santé, de l'action sociale et de la
protection sociale »

Bruxelles le 8 février 2014



Une campagne Européenne pour la défense de la santé et la protection sociale du 7 au 25 mai !

Les 7 et 8 février 2014 a eu lieu à Bruxelles le lancement d'une campagne coordonnée au plan Européen jusqu'au 25 mai, date des élections Européennes.

Ce lancement a consisté à rendre public le 7 février à 9 h 30 un Manifeste européen qui a été remis par des délégations venues de toute l'Europe, auprès du 1^{er} ministre Belge et simultanément auprès de 11 ambassades européennes en leur demandant de le transmettre à leur gouvernements respectifs.

Ces délégations ont ensuite convergé devant le siège de l'Unesco à Bruxelles où a été déposée une demande de reconnaissance au Patrimoine Mondial de l'Humanité des systèmes de santé et de protection social publics, égalitaires, solidaires et accessibles à toutes et tous . L'UNESCO a accusé réception par mail de notre demande !

La manifestation s'est ensuite rendue au siège de la Commission Européenne où une délégation représentative de 8 pays a été reçue et a déposé le manifeste Européen en demandant une réponse à nos analyses et revendications aux commissaires Barnier, Andor et Borg.

Ces initiatives ont été suivies le 7 Février après midi et le samedi 8 par la 6^{ème} Conférence du « Réseau Européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé, de l'action sociale et de la protection sociale » regroupant des associations, syndicats, partis et plateformes de lutte.-

Elle a permis d'enrichir la compréhension et l'élaboration d'alternatives aux politiques libérales à partir des témoignages et de réflexions menées dans une douzaine de pays européens : Portugal, Grèce, Etat Espagnol, Italie, Grande Bretagne, Pologne, Belgique, France, Allemagne, Pays Bas, Irlande, Slovénie.

Cette 6^o Conférence s'est conclue par un appel à l'action des citoyens, associations, syndicats, partis, plateformes unitaires nationales ou régionales de défense de la santé, par une semaine d'action du 2 au 8 avril avec un temps fort le 7 avril date de la Journée Mondiale de la Santé. Les formes en seront décidées dans chaque pays, voire chaque région.

La conférence appelle tout au long de la période du 8 février au 25 mai :

- A assurer une diffusion massive des analyses et revendications du manifeste, et à en débattre avec tous. A cet effet un document court, illustré de témoignages et d'arguments sera publié.
- A s'adresser aux professionnels et personnels de santé, qui subissent durement les conséquences de la commercialisation et de la privatisation de la santé.
- A rendre visible cette campagne internationale à l'occasion de toutes les initiatives unitaires qui se dérouleront notamment le 8 mars (journée internationale des femmes), le 1^{er} mai, mais aussi dans les domaines de l'immigration, de l'extrême droite, des aînés, des jeunes,... Il s'agit d'y inscrire les dégâts causés par la commercialisation de la santé.
- A interpeller les candidats aux élections Européennes à partir du manifeste à travers notamment la tenue de réunions publiques où seront invités les candidats pour répondre au manifeste.
- A s'opposer à la construction du « partenariat transatlantique » qui menace particulièrement la santé, l'action sociale et la protection sociale.
- A élargir le réseau Européen au maximum de pays et au plus grand nombre d'associations, syndicats, partis ,... qui combattent la privatisation par la mobilisation citoyenne.

La victoire de la « *Marea Blanca* » espagnole, qui a mis en échec la privatisation de 6 hôpitaux de Madrid autour du mot d'ordre « *la salud no si vende, se defiende* », montre la voie pour toutes les citoyennes et citoyens d'Europe. Il est possible de gagner face à l'appétit des multinationales de la santé, de la pharmacie, des assurances privées grâce à la mobilisation citoyenne et unitaire.